

<https://ricochets.cc/Apres-la-defensive-du-Front-Populaire-ni-capitalisme-liberal-ni-patriotisme-7649.html>



Après l'action défensive en urgence du Front Populaire : vague de fond offensive de la rue ?



- Les Articles -

Date de mise en ligne : vendredi 21 juin 2024

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Après avoir détruit tout espoir à coup de grenades et de lois anti-sociales, et amplifié la précarité/pénibilité induite par le capitalisme, les macronistes essaient de fourguer un peu d'aide sociale à la dernière minute pour essayer de limiter l'ampleur de leur crash.

Face à la possibilité d'une victoire de gauche, les bourgeois et grands capitalistes sont à prêts larguer quelques miettes, et à miser au final sur le RN qui sert mieux leurs intérêts écocidaire et égoïstes.

Les extrêmes qui veulent continuer imposer le capitalisme punitif/destructeur et l'autoritarisme des institutions anti-démocratiques essaient de faire bloc pour que rien ne change.

Les peuples de France et de Navarre rétifs au capitalisme (qui est maintenant mondialisé et financiarisé, c'est sa pente) et aux oligarchies anti-démocratiques de la représentation dite « républicaine » vont-ils se lever pour prendre en main leurs vies, et donc la politique, et sortir l'activité du capitalisme et de la bureaucratie étatisée ?

Pour l'instant, seules d'habituelles minorités contestataires essaient de tenir cette voie.

Le péril néo-fasciste et les impasses/limites de la gauche vont-ils faire s'y agréger des foules conséquentes ?

Dans tous les cas de figures, l'été sera chaud, et pas seulement du fait du réchauffement climatique (qui tue directement en Inde, Mexique Arabie Saoudite, etc.).

► Actus, réflexions, analyses... :

Quelques remarques persos

Le peuple n'existe pas dans un immense pays tel que la France, mais l'extrême droite veut créer un rassemblement de type totalitaire en mythifiant sous l'égide de l'Etat un peuple imaginaire, autour des concepts de patriotisme France et de culture française.

La France est une société de masse qui a agrégé, par la force et la ruse, de multiples peuples très divers et autonomes pour former un Etat centralisé autoritaire associé à un système d'oligarchie élective qui essaie encore de se faire passer pour une démocratie malgré les évidences.

Les extrêmes droites veulent agréger les - légitimement déçus - du capitalisme moderne et de l'oligarchie élective (qui ne laissent aucune existence, ni sens, ni espoir, ni pouvoir aux « petits » de toute sorte) dans un peuple affirmant une identité française et une culture identitaire qui sentent le renfermé.

L'issue positive n'est ni dans la fragmentation des identités individuelles s'agrégeant dans d'innombrables bastions communautaires réclamant des droits à l'Etat, ni dans un patriotisme culturel extrême-droitisé, fusionnel et communautaire, qui reconduit (et risque d'aggraver encore) la domination et les ravages de l'Etat et du Capital (qu'il s'agisse d'un capitalisme « à l'ancienne » dépassé ou d'un capitalisme ultra-libéral starteupisé).

Les partis et syndicats de gauche en appellent encore à la défense de la République et de la démocratie, et de plus sans vraiment s'attaquer aux fondements du capitalisme et de son inévitable mondialisation de plus en plus machinique et anonyme. Mais ils occultent encore et encore que la République est souvent une belle saloperie, que de démocratie il n'y en a pas, et que la démocratie réelle est impossible sous l'Etat, le capitalisme et la société de masse techno-industrielle. En continuant à répéter ces mensonges et approximations ils contribuent à discréditer la gauche, à l'enchaîner à des impasses et échecs, à légitimer le système en place, et à savonner la pente déjà glissante de l'extrême droite.

Pour survivre et continuer, le capitalisme doit forcément aller toujours plus loin, plus vite, devenir plus

ultra-ultra-libéral, se mondialiser et investir la Lune, Mars, tout l'univers, pour tenter de satisfaire son impératif de croissance/concurrence.

Et l'Etat, qui a besoin de la puissance et de l'argent généré par cette dynamique, ne peut pas s'opposer vraiment au capitalisme (et plus généralement, au productivisme). Donc, quel que soit le parti (droite ou gauche, ni droite ni gauche ou extrême droite), s'il ne remet pas en cause radicalement le capitalisme (et aussi l'Etat et l'oligarchie électorale qui va avec), une fois au pouvoir il se fracassera sur cette réalité et décevra/énervera fatalement les catégories populaires et les classes moyennes paupérisées qui le soutenaient éventuellement. Seuls les bourgeois seront satisfaits (du moins tant que les catastrophes climatiques n'auront pas détruits leur luxueuse existence).

C'est pourquoi le macronisme et l'extrême droite (qui est tout autant capitaliste que le macronisme) doivent toujours plus durcir un régime policier autoritaire et répressif. Les illusions du ni-droite-ni-gauche ultra-libéral du macronisme et le patriotisme recuit de l'extrême droite ne durent pas longtemps face aux réalités des besoins du capitalisme et de l'Etat (répression, contrôle et croissance - sans parler des risques de guerres d'ampleur).

Idem pour les vellétés réformistes de gauche, qui sont structurellement incapables de contrebalancer les carnages induits par l'existence et le fonctionnement de l'Etat et du capitalisme.

Il s'agit d'adopter une autre vision du monde, une autre culture

Pour fournir des emplois et de la « redistribution de richesses », réindustrialiser massivement est impossible dans le capitalisme, et réindustrialiser enferme dans l'aliénation au travail, dans la fuite en avant productiviste et techno-solutionniste qui attise toujours plus les catastrophes écologiques et climatiques (lesquelles ont aussi de très lourdes conséquences sociales et politiques, là aussi en premier lieu sur les classes populaires et moyennes).

Prendre en main nos vies, prendre en main la politique et la subsistance

Il s'agit d'adopter une autre vision du monde, une autre culture, que le capitalisme (quelle que soit sa version réelle ou fantasmée) et/ou le patriotisme.

Une voie qui passe par un retour à l'échelle humaine, à la vie politique quotidienne dans des formes de démocratie directe, où les améliorations sociales et politiques remplacent la quête matérielle et la compétition, où l'égalité sociale et la solidarité remplacent la méritocratie et les frontières, où l'attention aux innombrables mondes vivants qui composent la planète remplace l'impasse de la quête de la délivrance des réalités matérielles, via la fuite en avant techno-solutionniste (partagée par la gauche et la droite), où la quête de sens, de créativité et de liens remplacent la sacralisation de l'emploi et du travail aliéné au productivisme.

Bref, prendre en main nos vies, prendre en main la politique et la subsistance, donc sans intermédiaires oligarques ni système surplombant techno-industriel mondialisé.

Donc voter Front Populaire pour ôter du savon à la pente du néofascisme, et être très nombreux.ses à s'organiser, se révolter, faire pression pour s'engager vers de meilleurs horizons, au delà de la défensive et des pis aller temporaire de son programme électoral.

Juin 1936 Le Front populaire au secours du capitalisme français



Juin 36 : l'envers du décor
(par Barthélémy Schwartz, 1997)
suivi de
1936 : le Front populaire contre
les occupations d'usines (par Jérôme, 1999)

Après l'action défensive en urgence du Front Populaire : vague de fond offensive de la rue ?

Juin 1936 - Le Front populaire au secours du capitalisme français

► [Juin 1936 - Le Front populaire au secours du capitalisme français](#)

Pour mettre un terme au mythe du Front populaire... ou l'hypocrisie de la gauche dans toute sa splendeur. Deux textes montrant la tendance du PS à préserver le système économique capitaliste quoi qu'il en coûte, et l'appétit du PCF pour la direction et le contrôle des mouvements sociaux.

Textes initialement publiés sur infokiosques.net en 2009. (dispo en brochure pdf)



Après l'action défensive en urgence du Front Populaire : vague de fond offensive de la rue ?

Le tyran Macron prêt à s'octroyer les pleins pouvoirs avec l'article 16

Selon Europe 1, le chef de L'Etat discuterait avec son cercle proche de l'utilisation de l'article 16, qui lui confère les pleins pouvoirs, en cas d'absence de majorité absolue le 07 juillet.

Il existe deux conditions pour utiliser l'article 16 de la Constitution : une menace insurrectionnelle, susceptible de remettre en cause l'intégrité du territoire ou l'interruption du fonctionnement régulier des pouvoirs publics. C'est ce 2e cas qui pourrait être prétexter par Macron pour s'arroger tous les pouvoirs.

(post de CND)

(voir aussi plus bas)

NOTE :

[Cet article 16](#) (voir aussi

https://fr.wikipedia.org/wiki/Article_16_de_la_Constitution_de_la_Cinqui%C3%A8me_R%C3%A9publique_fran%C3%A7aise), c'est la possibilité, temporaire..., d'instaurer légalement une dictature du président de la républiques, en cas d'insurrection consistante par exemple.

C'est à dire que si le régime en place et sa non-démocratie autoritaire sont fortement contestée, le chef du régime haï peut instaurer une dictature pour « sauvegarder la démocratie » ! Il serait plus logique qu'il dégage et que des procédures prévoient d'instaurer une démocratie réelle par les peuples..., mais pour ça il faudrait qu'on soit un tant soit peu en démocratie.

Macron est parfaitement capable d'utiliser sans vergogne cet outil dictatorial légal.

Pendant la mise en oeuvre de l'article 16 :

- *le Président dispose de la plénitude des pouvoirs législatif et exécutif ;*
- *le Parlement se réunit de plein droit ;*
- *le président de la République ne peut pas dissoudre l'Assemblée nationale.*
- ***Aucune durée maximale n'est prévue par la Constitution.***

Néanmoins, depuis la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008, après 30 jours d'exercice de ces pouvoirs exceptionnels, chaque président des assemblées, 60 députés ou sénateurs peuvent saisir le Conseil constitutionnel afin d'examiner si les conditions justifiant ces pouvoirs de crise sont toujours réunies. Après 60 jours, le Conseil procède de plein droit à cet examen sans avoir besoin d'être saisi.

Lecture

[Front médiatique contre la gauche](#) par [Acrimed Vidéos-Â»<https://www.youtube.com/@acrimedvideos>]

<https://youtu.be/mwEAcGytHdk>

ENTRE LE PEN, TRUMP ET MACRON : PLUS AUCUNE DIFFÉRENCE

Qui a dit, le 18 juin 2024, en pleine campagne électorale, alors que l'extrême droite est aux portes du pouvoir :

« Dans le programme de l'extrême-gauche il n'y a plus de laïcité, plus de lois immigration et puis il y a des choses complètement ubuesques comme aller changer de sexe en mairie ».

« C'est un programme totalement immigrationniste ».

Marine Le Pen ? Eric Zemmour ? S'agit-il d'un extrait d'un discours de Trump ou de Victor Orban ?

Non, ce sont les mots d'Emmanuel Macron s'adressant à des vieillards qui s'exclament, lobotomisés par les peurs artificielles fabriquées par les médias et l'extrême droite. **Voilà les instincts que flatte Macron : les paniques racistes et transphobes de personnes âgées. On est proche de l'abus de faiblesse.**

Ces propos assimilent la fin de la laïcité et l'immigration, sont truffés de propos réactionnaires, transphobes et complotistes.

L'usage des mots est édifiant : « immigrationniste » est un terme directement issu du lexique des fascistes pour disqualifier la gauche qui propose d'accueillir dignement les réfugié-es. De même, traiter « d'extrême gauche » une alliance électorale qui va jusqu'à François Hollande, et dont le programme est timidement social-démocrate, est un mensonge et la preuve que Macron se positionne à la droite radicale.

Macron a déjà parlé « d'ensauvagement », de « réarmement », il a réhabilité Pétain, voté des lois racistes avec le RN...

Pourtant, ces propos d'extrême droite sont cohérents : **Macron a déjà parlé "d'ensauvagement", de "réarmement", il a réhabilité Pétain, voté des lois racistes avec le RN... Mais tout de même : avec un président à ce point aligné sur l'extrême droite, Le Pen et Bardella n'ont même pas besoin de faire campagne.**

En 2017, les médias ont vendu Macron comme un « libéral progressiste ». La réalité nous prouve qu'il s'agissait d'un manager pétainiste et tout puissant.

Chaque jour qui passe le démontre, Macron n'a qu'une seule stratégie avec cette dissolution : livrer le gouvernement à l'extrême droite.



Après l'action défensive en urgence du Front Populaire : vague de fond offensive de la rue ? depuis il a été
À « écarté À » par le RN, qui joue l'antisémitisme de façade pour s'imposer et faire oublier le reste

OÙ SONT LES ANTISÉMITES ?

« Antisémite ! » L'accusation a été utilisée quotidiennement, à toutes les sauces, pour diffamer celles et ceux qui dénonçaient le génocide à Gaza et le gouvernement israélien. Une accusation répétée encore et encore et encore contre la gauche, la jeunesse immigrée et les mouvements anticolonialistes. Contre tout le monde, sauf contre les authentiques héritiers des nazis.

4 Alors voici Joseph Martin, 70 ans. Joseph est candidat pour le Rassemblement National dans la première circonscription du Morbihan, celle de Vannes, aux prochaines élections législatives. Il bénéficie d'un bel article dans Ouest-France avec son suppléant, Adrien Villemin, responsable de la communication du RN dans le département. En 2018, entre différents appels à voter Le Pen et propos racistes, Joseph écrivait sur Twitter : « Le gaz a rendu justice aux victimes de la Shoah ». Il s'est empressé de le supprimer ce 19 juin 2024, après avoir été découvert.

4 Frédéric Boccaletti, député RN dans le Var, déjà condamné pour violences avec arme après avoir utilisé un pistolet lors d'un collage d'affiches, est le fondateur d'une librairie niant la Shoah.

4 Dans le Doubs, le candidat du RN Thomas Lutz, qui est déjà conseiller régional, avait prononcé lors d'une assemblée plénière, l'expression allemande « untermensch » (« sous-hommes »), utilisée par les nazis.

4 Marie-Christine Sorin, investie dans la première circonscription des Hautes-Pyrénées, affiche son racisme sur les réseaux sociaux : « Non toutes les civilisations ne se valent pas », écrit-elle sur Facebook le 11 janvier, ajoutant que certaines « sont juste restées au-dessous de la bestialité dans la chaîne de l'évolution ».

4 Le candidat du RN au nord d'Orléans se nomme Jean Lin Lacapelle et c'est un proche de Marine Le Pen. Il est aussi ancien membre du GUD, un groupe néo-nazi violemment antisémite.

Quel média national parlera des candidats antisémites et néo-nazis du RN ? Quel média s'excusera d'avoir accusé la France Insoumise d'antisémitisme

Et ce ne sont que quelques exemples. Depuis le mois d'octobre, la population française a été victime d'une intoxication gigantesque, d'un troll d'extrême droite à l'échelle d'un pays entier. Les pétainistes et les antisémites, avec le soutien total des médias de masse, se sont amusés à qualifier la gauche antifasciste et antiraciste d'antisémite. Par un retournement complètement fou, les héritiers de Pétain ont accusé les forces issues de la résistance d'être antisémites. Et le pire, c'est que ça a marché.

Quel média national parlera des candidats antisémites et néo-nazis du RN ? Quel média s'excusera d'avoir accusé la France Insoumise d'antisémitisme en passant sous silence l'antisémitisme bien réel de l'extrême droite ? Aucun. Alors faites-le savoir.

INSOLITE : FABIEN ROUSSEL, LE PREMIER COMMUNISTE CONTRE L'ANTIFASCISME

► Histoire : 100 ans d'antifascisme jetés à la poubelle -

Encore une intervention gravissime de Fabien Roussel, dirigeant du Parti Communiste Français, sur le

plateau de BFM le 18 juin au soir. Interrogé à propos de la candidature du militant antifasciste Raphaël Arnault sous l'étiquette du Front Populaire, il indique « avoir demandé à la France Insoumise de retirer la candidature ». Cela peut paraître anodin, mais c'est un basculement politique.

D'abord parce que l'antifascisme n'est pas une injure. C'est la base même du Front Populaire, le vrai, celui de 1936. Le Front Populaire est une union des forces de gauche pour barrer la route au fascisme, qui menaçait alors de renverser la République. Ce Front Populaire appelait explicitement à s'opposer aux groupes d'extrême droite, dans les urnes comme dans la rue.

En principe, c'est aussi l'antifascisme qui est censé guider le « Nouveau Front Populaire » de 2024, face au risque imminent d'un pouvoir d'extrême droite. L'antifascisme est, en principe, le dénominateur commun MINIMAL à gauche. Si nous considérons l'antifascisme comme un mot infamant, alors nous avons totalement perdu la bataille des mots et des idées.

C'est aussi un basculement majeur vis à vis de l'histoire du PCF. Fabien Roussel fait mine d'oublier que son parti, au moment de sa création, tenait un discours insurrectionnel, anti-militariste et révolutionnaire, et que ses premiers dirigeants étaient évidemment tous fichés et surveillés par la police. Certains sont même passés dans la clandestinité.

Dans les années 1920, le PCF appelait à « l'autodéfense » contre l'extrême droite. Il a notamment fondé une organisation paramilitaire baptisée les « Groupes de défense antifasciste » puis quelques mois plus tard des « Jeunes gardes antifascistes », issus des Jeunesses communistes. En 1928, le PCF annonce comme stratégie « la conquête de la rue » face aux forces de police et aux ligues fascistes. Il appelle aussi à créer une « autodéfense prolétarienne de masse ».

En 1932, le poète communiste Aragon écrit : « Que ta fureur balaie l'Elysée. Un jour tu feras sauter l'Arc de Triomphe. Proletariat, connais ta force. Connais ta force et déchaîne-toi. »

En 1934, les ligues fascistes tentent de prendre le Parlement, ce qui provoque un électrochoc politique. C'est le point du départ du Front Populaire. Après cet événement, le PCF annonce que « chaque organisation communiste doit organiser sa propre autodéfense ». Des rapports de police font état de cache d'armes dans certaines sections. A Villejuif, mairie communiste, un responsable fait creuser des tranchées et stocker des armes dans la mairie, avant d'être recadré par la direction du Parti.

Toujours selon les services de renseignement de l'époque, le PCF a utilisé « les groupements sportifs ouvriers pour renforcer l'autodéfense et auraient préconisé le développement de sociétés de tir ».

L'une des plus grandes résistante française, Lucie Aubrac, est militante communiste dans les années 1930, et affronte l'extrême droite au Quartier Latin à Paris. Pendant la guerre, elle réussira des actions héroïques contre les nazis.

Sous l'occupation, le PCF fournit des dizaines de milliers de résistants, et paie le prix du sang contre le nazisme. Parmi les grandes figures célébrées aujourd'hui, Missak Manouchian, à la tête du réseau des Francs Tireurs Partisans Main d'Oeuvre Immigrée - les FTP-MOI - réunissant des étrangers communistes menant des actions de lutte armée.

Après guerre, sur fond de guerre froide en mai 1947, les communistes français sont exclus du gouvernement. Des grèves très violentes impulsées par les communistes éclatent. En 1952, c'est carrément le dirigeant du PCF Jacques Duclos qui est incarcéré.

Nous nous arrêterons là, mais cette liste pourrait continuer, pour démontrer que les militants et dirigeants communistes ont TOUJOURS été fichés par la police, et ont toujours revendiqué l'antifascisme comme valeur. On peut reprocher beaucoup de choses au PCF son autoritarisme, son stalinisme, sa bureaucratie,

son sectarisme, ses trahisons, ses discours cocardiers ... mais sur ce point, il n'avait pas transigé.

En appelant à supprimer la candidature d'un antifasciste au prétexte qu'il serait fiché par la police, c'est 100 ans d'histoire de la gauche que Fabien Roussel jette à la poubelle, pour faire plaisir à la droite et à BFM.



Après l'action défensive en urgence du Front Populaire : vague de fond offensive de la rue ?

L'ARTICLE 16 ÉVOQUÉ DANS LES MÉDIAS PUIS DÉMENTI PAR L'ÉLYSÉE : MACRON PRÉPARE-T-IL L'OPINION À LA DICTATURE ?

- Décryptage de cette vraie fausse annonce -

Macron, imposé par les médias comme un centriste démocrate et modéré, restera dans l'histoire comme le président du chaos et de la dictature.

« En cas de débordements après les élections, Emmanuel Macron pourrait activer l'article 16 de la Constitution » titre ce mercredi 19 juin au matin le média de Bolloré Europe 1. « Emmanuel Macron a discuté de cette hypothèse avec plusieurs proches ».

L'Article 16 est une mesure de la Cinquième République qui donne les pleins pouvoirs au président. Il instaure une dictature sensée être temporaire. Cet article exceptionnellement grave est en principe prévu en temps de guerre. Il n'a été utilisé qu'une fois, par De Gaulle, lorsque des généraux fascistes ont tenté de renverser la République pendant la guerre d'Algérie, en 1961.

Évidemment, l'Élysée s'est empressé de démentir cette information. Mais le gouvernement et Europe 1 savent parfaitement ce qu'ils font. Ils habituent l'opinion à une mesure d'exception, ils font exister cette hypothèse dans les esprits. Ce n'est plus impensable, c'est une possibilité.

En politique, on appelle cette méthode un « ballon d'essai ». Un dirigeant fait une annonce extrêmement violente pour voir le résultat. Et s'il n'y a pas trop de réactions, il sait qu'il pourra l'appliquer plus tard.

Ces derniers mois, par exemple, des Ministres ont appelé à détruire le statut de fonctionnaire, à rétablir le service militaire, à permettre à Macron de se présenter pour un troisième mandat, et avant cela, l'usage du QR code lors de la pandémie a été annoncé comme une « possibilité » avant d'être mis en place pour de bon, ou encore la réforme des retraites, d'abord annoncée, puis reportée et démentie, pour être finalement imposée par 49.3 contre l'avis de l'immense majorité des français.

Autre ballon d'essai en 2018 : envoyer l'armée contre les Gilets Jaunes. Depuis, la répression des luttes sociales s'est militarisée. À chaque fois, ce genre d'annonce sert de test, c'est une façon machiavélique de préparer l'opinion.

Ne sous-estimons pas l'hubris de Macron. Cette histoire d'Article 16 est tout sauf anecdotique

En juillet 2023, juste après la grande révolte provoquée par l'assassinat de Nahel, Emmanuel Macron déclarait aux maires reçus à l'Élysée qu'il envisageait de « couper » les réseaux sociaux, en cas de nouveaux épisodes révoltes. Il proposait : « on a pu le voir, quand les choses s'emballent pour un moment, se dire : on se met peut-être en situation de les réguler ou de les couper ».

L'annonce avait créé la polémique, et le service de communication de l'Élysée avait rétro-pédalé, en prétendant qu'une telle mesure n'était pas à l'ordre du jour, tout en admettant que « le Président pensait davantage à une suspension ponctuelle et temporaire des réseaux sociaux ». De fait, la mesure a été appliquée en Nouvelle-Calédonie ces dernières semaines : la France est le seul pays occidental où un réseau social, TikTok, a été totalement coupé sur un territoire.

Autre exemple : Macron avait évoqué la possibilité d'une dissolution de l'Assemblée depuis 2022. L'idée paraissait folle, et avait ensuite été démentie. Jusqu'à ce mois de juin 2024, où Macron a finalement activé cette bombe nucléaire institutionnelle, qui risque de porter l'extrême droite au pouvoir.

Ne sous-estimons pas l'hubris de Macron. Cette histoire d'Article 16 est tout sauf anecdotique. Il est évident que les cercles du pouvoir ont fait fuiter cette idée à dessein dans un média ami, avant de la démentir. Pour mieux passer à l'acte après le mois de juillet ?

(posts de Contre Attaque)

Sale tartine, par Frédéric Lordon

► [Sale tartine, par Frédéric Lordon](#)

(...)

Ici l'exercice de réalisme s'annonce brutal. Spécialement pour l'extrême gauche qui n'aime rien tant que se réfugier dans ses fantasmagories : l'émeute intransitive vouée à une répression sans suite, plus encore l'anti-électorisme de principe à€" inconscient de partager finalement le même fétichisme de l'élection que le camp du rien-que-les-élections si c'est sur le mode du double inverse

(...)

Les inconscients qui bercent leur légèreté en se figurant qu'allez, on aura un équivalent de Meloni et que ça ne sera pas si terrible, n'ont aucune compréhension de ce que c'est que l'État français.

(...)

milices en roue libre, néonazis dans les rues, qui ne seront plus surveillés à€" mais peut-être informés à€" par les services de renseignement, descentes à gogo, militants de gauche identifiés et pourchassés, avec la bénédiction de la police en service et le concours de policiers hors-service à€" et c'est peut-être là le plus effrayant : la fusion des deux milices, celle de la rue et celle de l'État

(...)

Après l'action défensive en urgence du Front Populaire : vague de fond offensive de la rue ?

Il faut avoir toutes ces images sous les yeux, vivement représentées, pour entrer alors dans l'exercice froid, stratégique et utilitariste de savoir quoi faire avec le scrutin qui arrive

Il faut avoir toutes ces images sous les yeux, vivement représentées, pour entrer alors dans l'exercice froid, stratégique et utilitariste de savoir quoi faire avec le scrutin qui arrive. En posant la seule question qui vaille : sachant que nous avons entre rien du tout et pas grand-chose à attendre positivement des élections dans la « démocratie » bourgeoise, celle qui vient nous laisse-t-elle dans des conditions propres à continuer nos luttes ou bien nous fait-elle une vie impossible ? Dans quel état se retrouve le mouvement ouvrier selon qu'elle tourne bien ou mal ? selon qu'on l'a laissée tourner bien ou mal ?

(...)

On devrait normalement entendre cet argument assez simple que participer à un scrutin où se jouent ni plus ni moins que les conditions mêmes de toute activité politique de contestation n'équivaut pas à sombrer dans le fétichisme de l'élection, ses espérances ineptes et toujours déçues le « crétinisme parlementaire ». Et il devrait être également possible de remettre un peu de dialectique dans les rigidifications dogmatiques, qui ne savent plus voir au-delà d'une élection ponctuelle, ni penser des articulations possibles entre situations électorales et luttes extra-électorales quand il s'en présente et il arrive qu'il s'en présente.

(...)

Les prises d'otage sont des situations réelles. Et nous y sommes

Les prises d'otage sont des situations réelles. Et nous y sommes. On peut envisager d'y résister en escomptant que finalement le pistolet tirera de l'eau au lieu d'une balle, mais le retour au réel risque d'être pénible. Au demeurant on ne sait plus trop par qui on est pris en otage : à la fois par le forcené de l'Élysée, Le Pen, la gauche minable, celle qui en fait ne veut rien changer, et ses médias bien à elle, qui ne veulent rien changer non plus la vraie, l'indécrottable ligne de Mediapart, c'est l'anti-anti-capitalisme. Il reste que, dans une prise d'otage, on n'a pas le loisir de faire le malin, ni le choix que de passer sous des fourches caudines. Tartine.

(...)

Toute la question est donc maintenant de savoir où va s'établir le centre de gravité de la coalition de gauche, sous la domination de quel groupe elle va se trouver. Si la réponse est du côté de la gauche de droite, voire d'extrême droite, alors la tartine n'est plus un choix rationnel, le contraire même : on ne va pas s'imposer ça pour simplement reconduire les mêmes causes produisant les mêmes effets.

(...)

L'élection n'en demeure pas moins une péripétie au regard de l'essentiel

C'est pourquoi, si elle est importante, vitale même en l'occurrence, l'élection n'en demeure pas moins une péripétie au regard de l'essentiel qui est : construire le nombre. Le construire à l'écart des institutions, de tous les médiateurs faillis ou bien empêtrés dans les logiques du système institutionnel d'ensemble, partis officiels, confédérations syndicales, etc. Ici se développe un « Réseau pour la Grève Générale », qui, hors leurs étiquettes syndicales, rassemble des salariés décidés à se battre, et surtout à ne plus perdre.

(...)

C'est peu dire en effet, si l'attelage de gauche parvient au pouvoir, dans des conditions d'adversité financières, médiatiques et patronales en fait déjà à l'oeuvre mais promises à un pur déchaînement, qu'il faudra du nombre en état de mobilisation pour sauver ce Nouveau Front Populaire du renoncement. « Réseaux » et « comités » sont encore à l'état embryonnaire ? Presque dérisoires ? Et alors ? Il faut bien commencer quelque part. Si l'on veut tenter de faire autre chose.

DIVERS

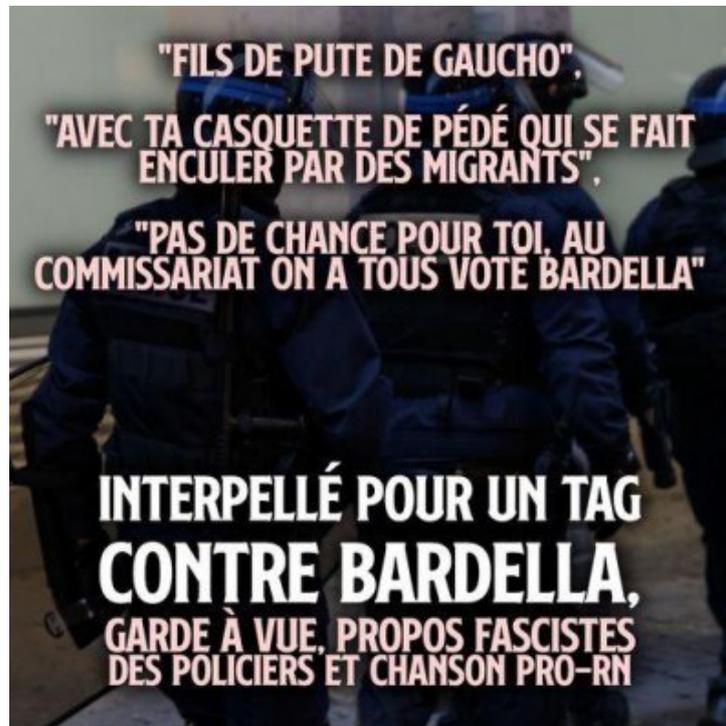
- [Téléphoner pour inciter à voter : l'opération « Appel du 18 juin » fait le buzz](#) - L'association Victoires populaires a organisé une campagne d'appels pour mobiliser les électeurs de gauche afin qu'ils aillent voter Nouveau Front populaire aux législatives. Le 18 juin, les bénévoles ont passé 17 000 coups de fil.
- [« Pour un front commun des médias contre l'extrême droite »](#) - Face à la montée de l'extrême droite et aux risques d'atteinte à la liberté de la presse, plus de 80 médias appellent dans cette tribune à soutenir la mobilisation sociale en cours.
- [De l'ancien au nouveau « Front populaire » : un même culte mortifère de l'industrie](#) - Je voterai pour le Front populaire aux prochaines élections. Mais pas parce que leur programme est formidable. Plutôt parce que le Front populaire représente une nuisance en théorie largement inférieure à celle que représente le RN ou Renaissance.
- [Un gouvernement RN étoufferait les luttes écologiques](#) - Surveillance, fin des aides budgétaires... Si l'extrême droite accède au pouvoir, les militants écologistes risquent d'être davantage réprimés. (...) de l'association de défense des océans Bloom. Selon le docteur en sciences politiques, il n'y a « aucune surprise » à attendre d'un gouvernement RN : « Ce sera un gouvernement contre les minorités, contre les droits des femmes, contre l'environnement, contre les libertés, et pour le capitalisme le plus violent. »
- [ÉTÉ 2024 : coup de force institutionnel, tumulte politique et réponse parodique](#)
- [50 nuances de fafs - Enquête sur la jeunesse identitaire](#) - À lire le livre de Marylou Magal et Nicols Massol on a le sentiment d'assister à ces chasses nocturnes, ou autres danses macabres, ces bandes de mort-vivants débrayés que l'on disait surgir parfois quand il sonnait minuit à l'horloge de l'histoire. Bref : on entre dans une cave où défilent les principaux portraits des cadres politiques de la droite extrême - cinquante nuances de fafs. Or, du point de vue de sa jeunesse, les différences ne sont pas de nature, mais de degré. Comme dit fièrement Sarah Knafo : « on est tous pareils : tous. » Des souverainistes aux nationaux révolutionnaires (fascistes) en passant par les identitaires, le livre de Magal et Massol porte sur la grande dynamique de décroisement des familles de la droite, qui de la Manif pour tous aux dernières législatives, à travers sa jeunesse, s'est convertie à la logique identitaire et civilisationnelle. Dans cet entretien, on traverse la vie banale et ridicule d'un Bardella fils à papa, qui roule en smart parce qu'il a peur du métro, on croise l'existence opportuniste d'une Sarah Knafo fan d'Henri Guaino, et on pose la question de la bollorosphère et de ses trois cartes maîtresses : le lepénisme émancipé de son discours social ; le zemmourisme radicalisé à valeur de Gollum ; et Hanouna, potentiel Trump futur à la française, dernière option des droites extrêmes pour trouver un appui spectaculaire dans le peuple réduit à l'audimat.
- [Vote RN : « Beaucoup d'électeurs se disent qu'ils n'expriment pas leur meilleure part »](#) - Quelles sont les motivations du vote pour le Rassemblement national ? Il ne s'explique pas uniquement par le racisme, dit le sociologue Félicien Faury, auteur d'une enquête sur les électeurs d'extrême droite.
- [À Nîmes, un PMU transformé en bar des luttes](#) - Dans un quartier pauvre de Nîmes, trois amis ont transformé un bar PMU en un lieu d'écologie populaire. Rencontres, cafés des luttes, cantines solidaires... Les classes sociales s'y mêlent et les luttes locales s'y organisent.
- [« Irréaliste », le programme du Nouveau Front populaire ? On a vérifié](#) - Cible d'une cabale inédite, le programme de la gauche, dont le chiffrage a été dévoilé le 21 juin, fait primer l'urgence sociale et écologique sur la santé des affaires, avec des arguments rigoureux.

Lecture

[50 nuances de fafs : enquête sur la jeunesse identitaire -Marylou Magal & Nicolas Massol](#) par

[lundimatin-Â»<https://www.youtube.com/@lundimatin3299>]

<https://youtu.be/B45SjXMYLKg>



Après l'action défensive en urgence du Front Populaire : vague de fond offensive de la rue ? au moins 80% ,des flics sont votants ou sympathisants extrême droite...!

« FILS DE PUTE DE GAUCHO » : FASCISME DÉCOMPLEXÉ DANS UN COMMISSARIAT PARISIEN

« Quand ta mère et ta grand-mère se seront fait violer par des migrants, tu comprendras », « fils de pute de gauchos », « avec ta casquette de pédé qui se fait enculer par des migrants », « Pas de chance pour toi, au commissariat on a tous voté Bardella ».

Ce sont les propos tenus par des policiers du commissariat du XI^e arrondissement de Paris, à un trentenaire arrêté pour un simple tag contre Bardella. L'affaire a été révélée par Médiapart.

Au lendemain du triomphe du RN aux élections européennes, suivi de la dissolution de l'Assemblée, un trentenaire rentre chez lui. Près de son domicile, cet homme au casier vierge réalise un tag contre Bardella avec un feutre. Des policiers l'arrêtent, le prennent en photo et l'emmènent en garde à vue pour « dégradation légère » et « menace contre un élu », à savoir le représentant de l'extrême droite.

L'écrasante majorité des policiers, gendarmes et militaires votent pour l'extrême droite

Au commissariat, un policier s'exclame : « Les avocats, c'est vraiment tous des fils de pute. » Un autre lui annonce : « On va passer la nuit ensemble, je vais bien m'occuper de toi, on va chanter des chansons ».

Il passe 18 heures en cellule et reçoit un flot d'injures et de propos fascistes de la part des policiers, qui revendiquent avoir tous voté pour le Rassemblement National.

Au poste, les policiers lui organisent aussi une « kermesse » avec une enceinte Bluetooth posée par terre, diffusant en fond un détournement de la chanson « Angela » de Hatik, qui dit « Bardella, j'vens voter pour toi, pour que tu contrôles la zone ». Dans une autre pièce, « environ cinq autres policiers » agitent des drapeaux tricolores en chantant la même chanson pro-Bardella et en criant.

Cet homme a été libéré sans poursuites. Suite à l'enquête de Médiapart, la préfecture de police de Paris a annoncé l'ouverture d'une enquête administrative.

Cette histoire n'est malheureusement pas isolée. L'écrasante majorité des policiers, gendarmes et militaires votent pour l'extrême droite. Les persécutions de minorités, les humiliations d'opposants politique et les propos ouvertement fascistes, déjà structurels et impunis, deviendront la règle en cas de un gouvernement RN.



Après l'action défensive en urgence du Front Populaire : vague de fond offensive de la rue ?

FINKIELKRAUT ET L'INVERSION DES VALEURS

Dans le gigantesque moment de confusion néofasciste actuel, vous avez Alain Finkelkraut.

Âgé de 74 ans, ce philosophe réactionnaire déteste le rap - à propos duquel il déclarait : « La République a tort de ne jamais oser dire ce qu'est le rap : des harangues en guise de rengaines, la prédication de la haine, ce que personne n'ose dire parce que c'est un art qui vient des banlieues » - mais aussi la jeunesse immigrée, l'islam, la gauche et le « wokisme ».

Finkelkraut, qui anime des émissions sur France Culture et intervient régulièrement dans les médias, fait partie de cette nouvelle extrême droite qui diffame les personnes qui défendent la Palestine. Depuis des années, il est ce ceux qui hurlent à l'antisémitisme contre les soutiens du peuple palestinien. Il a répété dans quasiment tous les médias du pays que la France Insoumise était antisémite depuis que le massacre à Gaza a commencé.

Et devinez quoi ? Le même Finkelkraut va tenir une conférence auprès du principal mouvement antisémite de France : l'Action Française. Cette présentation, intitulée « faut-il être moderne ? » aura lieu à Paris le 28 juin, selon le site du mouvement d'extrême droite.

L'Action Française, c'est un mouvement royaliste, antisémite et violent fondé en 1899. Dès sa création, l'Action Française fait campagne contre Dreyfus, officier juif accusé à tort de trahison. Depuis plus d'un siècle, l'Action Française diffuse la haine des juifs et juive. Ses militants ont tenté d'assassiner Léon Blum, son journal diffusait des pamphlets antisémites d'une extrême violence, l'organisation avait des groupes de combats violents dans les années 1930, puis collaborant avec les nazis dans les années 1940, au sein de la Milice française...

Maurras, l'idéologue du mouvement, prônait le « nationalisme intégral » : une France ethnique purgée des éléments étrangers, en particulier des juifs.

Voilà avec qui va collaborer Finkelkraut après avoir affirmé que la gauche est antisémite. En réalité, cet homme se moque éperdument de l'antisémitisme, qu'il instrumentalise de façon indigne, au sein d'une « convergence des luttes » d'extrême droite, islamophobe et contre la gauche.

(post de Contre Attaque)